

Cette construction améliorera les conditions futures d'entreposage de ces fluides. Considérant que leurs stockages doivent être sécurisés en toutes circonstances, en particulier pendant les travaux, l'inspection a demandé que ces fûts soient placés dans les cuvettes de rétention adaptées et conformes aux attendus réglementaires, ce qui a été réalisé en milieu extérieur dans l'attente de l'achèvement du local en cours de construction (Vu la photo transmise) → **Soldé**

Constats – Ce bâtiment, désormais achevé, est dédié pour l'entreposage du stock de matériels et consommables du service de maintenance, des pièces de rechange ainsi que les huiles neuves dont les fûts sont placés sur des bacs de rétentions métalliques. Ce local est physiquement écarté de l'atelier de maintenance (> 10 m) → **Conforme**

Les réservoirs de fluides dangereux en service sont en nombre limité, en rétention et placés sous abri extérieur accolé à l'atelier de maintenance → **Conforme**

Un rack de stockage de bouteilles de gaz est adossé à l'atelier de maintenance, en cage aérée → **Conforme**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Risques géotechniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2024, articles 2.7, 4.4.7 et 5.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Risques géotechniques

Prescriptions contrôlées – Art. 2.7 – [...] Chaque année, l'exploitant met à jour un ou plusieurs plans orientés, d'échelles adaptées à la superficie du site [...]

Art. 4.4.7 – Les voies de circulation et les aires de stationnement sont aménagées, délimitées et entretenues pour faciliter l'accès aux chantiers (fronts d'exploitation, zones de stockage...) et la circulation des véhicules [...]

[...] Leur pente est limitée à 15 % avec un objectif recherché de 10 %.

Art. 5.4.4 – [...] Les risques d'effondrements donnent lieu à des interventions sans délai ou à une sécurisation de la zone concernée. Les fronts de taille sont purgés et rectifiés aussi souvent que nécessaires. Ces interventions sont tracées.

Art. 2.7 – Constats – L'exploitant procède à des relevés topographiques périodiques par drones qui lui permettent de dresser le plan d'exploitation (relevés du 10/10/2025 pour le plan d'exploitation 2025 remis en séance) → **Conforme**

Art. 4.4.7 – Retour sur la visite du 30/05/2024 (réponse du 18/07/2024) – La visite a montré que certaines pistes et plate-formes de travail avaient été affectées par les événements météorologiques récents. L'inspection a demandé de procéder aux réparations de ces dommages.

Constats – L'exploitant indique que les relevés par drones, réalisés pour l'établissement du plan d'exploitation évoqué à l'art. 2.7, font état de pistes parfois dont les pentes sont parfois supérieures aux 15 % prescrits (relevées à 17%). Ces pistes ont été reprofilées (pentes et réparations des dommages) sans que les travaux correspondants ne soient pris en compte par le géomètre, l'exploitant va demander la mise à jour du plan d'exploitation → **Conforme**

Art. 5.4.4 – Retour sur la visite du 30/05/2024 (réponse du 18/07/2024) – La visite a montré que plusieurs fronts de taille en cours d'exploitation présentaient des fracturations importantes susceptibles de rendre des blocs rocheux instables. L'inspection a demandé à ce que les fronts concernés soient purgés et, dans l'attente, de mettre en place des mesures de protection et d'isolement suffisantes en cas d'éboulement de blocs.

L'exploitant indique avoir renforcé la protection de certaines pistes exposées aux risques d'éboulement (Vu les photos transmises montrant la mise en place de merlons de sécurité en pieds de fronts de taille – Rôle de pièges à cailloux) → **Soldé**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Compensation mares à batraciens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2024, article 3.3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de compensation
Prescription contrôlée – Art. 3.3.3.1 – [...] Pour la Rainette verte et la Grenouille rieuse, la mare créée est éloignée de la route nationale et implantée, à l'intérieur d'un fourré arboré à moins de 200 m de la Jouanne. Son creusement prévoit des profondeurs variées, voire irrégulières, avec des berges à pentes douces et progressives (moins de 3 pour 1) ou avec des paliers et des secteurs plus profonds (1,75 m maximum) [...]
Art. 3.3.3.1 – Retour sur la visite du 30/05/2024 (réponse du 18/07/2024) – Une mare visant à favoriser la reproduction des batraciens a été construite dans une zone délaissée par l'exploitation, désormais réservée au développement des intérêts naturels, en compensation de mares qui seront à termes détruites par l'avancement des extractions. Cette construction a été présentée et acceptée dans ses principes pendant la consultation qui a accompagné la demande d'autorisation d'approfondissement. Pendant la visite du 30/05/2024, la mare était à sec malgré de récents épisodes pluvieux, ce qui avait amené à demander à l'exploitant de s'assurer que la mesure compensatoire proposée remplisse sa fonction de substitution, le cas échéant, de proposer un autre emplacement pour répondre à cette obligation. L'exploitant a rapporté que les essais avec des argiles ne se sont pas avérés concluants en raison de la fracturation des sols qui ont favorisé l'infiltration des eaux de ruissellement. Aussi, il a proposé la mise en place, sur chacune des mares, de bâches étanches renforcées par des argiles, si nécessaires → Soldé Constats – Même si lors de la visite, la mare principalement concernée était en eau, l'exploitant a indiqué que la compensation ne fonctionnait actuellement pas en raison des difficultés rencontrées pour la maintenir en eau, les batraciens préférant s'installer dans le bassin de décantation associé à la station de lavage des bennes et de distribution de carburant. Il précise que plusieurs pistes restent à l'étude dont la mise en place des bâches étanches ou le report de la compensation sur une zone plus propice. L'inspection rappelle que les pistes à l'étude, rapportées ci-dessus, sont les travaux qui étaient attendus en conclusion de l'inspection 2024 et que cette nouvelle visite, pour cette prescription, devait se consacrer à vérifier leur réalisation → Non-conforme, à réaliser
Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">➤ réaliser les travaux nécessaires au fonctionnement des mares de substitution ;➤ transmettre un compte-rendu d'exécution des travaux correspondants. L'inspection informe, dès à présent, l'exploitant qu'un nouveau constat de cette nature entraînerait de facto des propositions de sanctions administratives et pénales.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2024, article 5.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles des installations électriques
Prescription contrôlée – Art. 5.2.2 – Une vérification des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme

compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.

Art. 5.2.2 – Constats – L'exploitant a transmis les rapports des contrôles des IE réalisés par DEKRA du 15 au 18/07/2025. Trois rapports distincts sont rédigés pour chaque catégorie d'installations qui distinguent :

La carrière des « Pommeraies » (vérifiée du 15 au 18/07/2025, rapport 067996812501R001 du 18/07/2025) – La restitution rend compte de 60 observations dont la moitié (30) sont récurrentes parfois de longue date, par exemple n° 3 (2018), n° 4 (2011), n° 37, 38 et 45 (2021) et les 25 autres observations récurrentes ont été relevées une première fois en 2023 ou 2024 → **Non-conforme, le caractère récurrent de certaines observations n'est pas acceptable d'autant qu'aucune explication n'est apportée**

Le bâtiment de maintenance (vérifié le 15/07/2025, rapport 067996812501R002 du 18/07/2025) – La restitution ne rend compte d'aucune observation

La centrale grave-ciment (vérifié le 15/07/2025, rapport 128103252501R001 du 18/07/2025) – La restitution rend compte de 2 observations dont une a déjà été émise en 2023 .

Lors des 3 interventions, l'inspection relève que :

- certaines installations n'ont pas été vérifiées pour des questions de manque d'accessibilité, de manque de sécurité des accès ou de fonctionnement des équipements (au moment du passage de DEKRA) interdisant, de facto, les opérations de contrôle en sécurité → **Non-conforme, justifier de l'impossibilité de contrôles de ces installations et indiquer les modalités de leurs vérifications périodiques (adaptation), préciser si un report est envisageable sous réserve d'une justification du maintien d'un niveau constant de risque ;**
- les éléments d'informations communiqués au contrôleur sont incomplets ou insuffisants → **Non-conforme** :
 - pas de présentation du plan des locaux avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes (classement des locaux laissé aux soins du vérificateur) ;
 - schémas unifilaires des installations électriques, présenté mais incomplet ou pas à jour ;
 - liste avec effectif maximal des différents locaux ou bâtiments, non présentée
- les comptes-rendus d'exécution des travaux correspondants aux réparations ne sont pas joints aux rapports de contrôles → **Non-conforme**

Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- traiter la totalité des observations émises par l'organisme de contrôles sous **1 mois** ;
- transmettre un compte-rendu d'exécution des travaux de levée des observations de l'organisme de contrôles sous **6 semaines** ;
- se rapprocher de l'organisme de contrôle afin de s'assurer, préalablement à sa prochaine intervention, de l'exhaustivité des documents mis à sa disposition.

L'inspection informe, dès à présent, l'exploitant qu'un nouveau constat de cette nature entraînerait de facto des propositions de sanctions administratives et pénales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois pour la résorption de l'ensemble des observations de l'organisme de contrôles

N° 9 : Mise en application de l'arrêté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2024, article 2.8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en application de l'arrêté
Prescription contrôlée – Dans un délai de 12 mois suivant sa notification, l'exploitant procède au récolement des dispositions de cet arrêté [...]
Constats – L'exploitant a transmis le récolement de son arrêté. Pour cela, il a procédé à un balayage exhaustif de ses prescriptions dont il a reporté les constats (respect ou écart) dans un tableau → Conforme L'exploitant a indiqué que ce récolement serait entretenu au cours de l'exploitation de la carrière. Il lui a été proposé de le compléter en faisant apparaître les actions ou travaux nécessaires à engager en cas de constats de non-conformités accompagnés de leur échéancier de réalisation → Bonne pratique <u>Analyse des non-conformités relevées au cours du récolement</u> Art. 1.2.3 et 1.2.4 – Les volumes de déchets inertes provenant de l'extérieur admis sur site est limité à 50 000 t/an – Voir PC n° 3 Art. 4.2 – Une cible est en place au niveau le plus bas de la carrière, matérialisée sur le plan, reconnu comme mesure équivalente → Conforme . Par contre, le repérage physique de la zone d'extraction reste à mettre en place → Non-conforme Art. 4.3.1 – Avant son raccordement au réseau routier public, la voie de desserte de la carrière emprunte une voie privée également utilisée pour accéder à la station d'épuration → La municipalité a engagé le rachat de ces terrains, à l'issue de cette transaction, une convention sera ratifiée par les parties → La résorption de cette non-conformité, au demeurant engagée, ne relève pas directement et exclusivement de l'exploitant Art 4.4.4 – Une convention doit gérer les relations entre la carrière et les tiers interférant avec l'exploitation – Une convention de « prêt à usage de l'apiculture » devrait être en place pour la fin décembre → La résorption de cette non-conformité, au demeurant engagée, ne relève pas directement et exclusivement de l'exploitant Art 4.4.7 – La pente maximale des pistes est de 15 %. Le profil des portions, relevées à 17 % par drones en août 2025, ont été repris et les pentes corrigées → Conforme . L'exploitant a indiqué que le plan serait mis à jour par le géomètre du CBTP à l'origine du plan Art 5.2.1 – Les vannes portent leur sens d'ouverture de manière indélébile. Cette prescription concerne les installations à risques (circuits de fluides dangereux) ou susceptibles d'engendrer des désordres à l'environnement (vidange des bassins de décantation) lorsque le sens de manœuvre des organes peuvent être ambigus – L'exploitant doit vérifier, pour chaque circuit concerné, le repérage sans ambiguïté du sens de fermeture des vannes sensibles → Non-conforme En outre, il doit veiller à manœuvrer périodiquement ces organes pour éviter leur grippage. Art 5.7 – La répartition des moyens d'intervention est mise à la disposition du SDIS – L'exploitant prévoit de communiquer au SDIS le plan d'intervention qu'il aura établi accompagné de la cartographie des risques ainsi que des plans et listes des moyens disponibles → Non-réalisé Un focus est à faire quant à l'adéquation des moyens disponibles avec les risques encourus, en particulier les feux de végétation, dans un contexte de prise, de plus en plus fréquente, d'arrêtés préfectoraux portant déclenchement de mesures temporaires de prévention des incendies et de protection des forêts contre ce risque → A examiner Art 6.1.1.2 – Les quantités maximales de déchets admis – Voir PC n° 3 Art 6.1.1.5 – Le registre est en place et les refus y sont notifiés → Conforme L'exploitant développe un projet de DAP numérique qu'il prévoit de déployer au cours du premier semestre 2026. Il va permettre l'analyse des risques de pollution présentés par les chantiers en amont de l'acceptation des déchets (consultation numérique des bases BASOL et BASIAS). Ce

<p>programme (Cofisoft avec Carsab) doit encore faire l'objet de test → Bonne pratique à encourager</p> <p>Il est également recommandé de veiller à ce que les demandes de prises en charge des déchets de chantiers soient accompagnés de leurs DCE (Dossier de Consultation des Entreprises) dans lesquels figurent régulièrement des mesures de pollution des sols qualifiant leur état → A examiner</p> <p>Art 6.2.2 – Les rapports de surveillance des retombées de poussières respectent le plan de surveillance prescrit en l'Annexe 7 de l'arrêté → Conforme</p> <p>L'exploitant s'interroge sur le nombre de stations de mesures à utiliser. Le plan de surveillance peut être périodiquement réévalué et mis à jour en fonction des retours d'expérience et de l'évolution du chantier → A examiner</p> <p>Art 6.3.2 – Prélèvements et consommations – Voir PC n° 1</p> <p>Art 6.3.3 – Bilan hydrique – Voir PC n° 1</p> <p>Art 6.3.4 – Sensibilisation aux règles de gestion de l'eau + Plan de gestion des situations de sécheresse → Non-conforme, un report en 2026 est accepté si les mesures sont prises avant la fin du mois de mai</p> <p>Art 6.3.5.3 – Retour des eaux de la centrale à béton dans la carrière. Ce circuit d'eau dispose d'un prélèvement dans le bassin n° 1 équipé d'un compteur. En l'absence de fonctionnement en circuit fermé, le retour d'eau dans ce même bassin transite par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejeté dans le milieu naturel</p> <p>Pour mémoire, l'AM du 26/11/2011 (rubrique 2518) prescrit que les eaux industrielles (effluents liquides résultant du fonctionnement et du nettoyage des installations de production) sont recyclées en fabrication. Le recyclage des autres effluents liquides est privilégié, notamment pour les eaux pluviales</p> <p>Art 6.3.6.1 – Acceptabilité des débits de rejets par la rivière – Voir PC n° 4</p> <p>Art 6.3.8 – Ouvrages de suivi de la nappe (réflexion visant à renforcer le dispositif actuel de surveillance de la nappe d'accompagnement de la Jouanne) – Voir PC n° 4</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de renforcer la surveillance des eaux souterraines, actuellement réduite à un piézomètre et un puits, en raison de la proximité de la Jouanne et de l'approfondissement autorisé de 70 m de la carrière → A examiner</p> <p>Art 6.4.2.1 – Un dépassement d'émergence en 2024 au point ZER 1 (Les Poiriers) est identifié par l'exploitant comme une non-conformité. D'après le contrôleur, ce dépassement est attribuable au trafic routier. Le dépassement d'une valeur limite imposée en raison d'une source exogène ne peut être attribué à la carrière si l'exploitant s'assure de son origine → A examiner</p> <p><u>Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat</u> – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'examiner les points qu'il a identifiés comme des non-conformités en établissant un plan d'actions assorti de délais de résorption</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>
N° 10 : Documentaire
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2024, article 2.8.4</p> <p>Thème(s) : Situation administrative, Mise en application de l'arrêté</p> <p>Prescription contrôlée – Dans un délai de 12 mois suivant sa notification, l'exploitant procède au récolement des dispositions de cet arrêté [...]</p> <p>Constats –</p>

Art. 2.3 – L'exploitant indique avoir réalisé le premier bilan carbone en 2024 → Document prescrit à transmettre, commenté et accompagné des pistes d'améliorations identifiées

Art. 2.7 – Plan d'exploitation, transmis en séance → **Conforme**

Art. 2.8.2 – Rapport d'activité, Voir PC n° 2 → **Conforme**

Art. 3.3.2.1 – Compte-rendu d'exécution des travaux préparatoires (périodes de réalisation) → **A transmettre, dès sa réalisation**

Art. 3.3.2.2 – Compte-rendu d'exécution des déplacements d'individus (écologue), mesures à exécuter lorsque les mares de substitution seront fonctionnelles → **A transmettre, dès leur réalisation**

Art. 3.3.2.4 – Espèces invasives identifiées et régulées en cas de détection lors suivis écologiques

Art. 3.3.3.1 – Mares compensatrices – Voir PC n° 7

Art. 3.3.3.2 – Création habitat avifaune → **A transmettre, les comptes-rendus de création de ces habitats favorables à l'avifaune**

Art. 3.4.1 – Suivi des espèces envahissantes → **A transmettre, dès réalisation, l'exploitant a programmé un passage en 2026 par le bureau d'écologues DERWENN**

Art. 3.4.2 – Suivi de l'avifaune → **Le premier passage (n+1) est programmé au cours de l'année 2026**

Art. 3.4.3 – Suivi des amphibiens → **Le premier passage (n+1) est programmé au cours de l'année 2026**

Art. 4.1, 4.3.2 et 4.3.3 – La signalétique et les clôtures n'ont pas fait l'objet d'une vérification exhaustive (pendant l'inspection)

Art. 4.4.1 – Déplacement du primaire – Vu des travaux préparatoires à la création du couloir de remontée de la bande transporteuse électrique

Art. 4.4.5 – Registre de vérification des fronts de taille → **Tenir à disposition**

Art. 4.4.9 – Construction du remblai – Voir PC n° 3

Art. 5.1.1 – Cartographie des zones à risques → **Tenir à disposition**

Art. 5.1.2 – Etat des stocks + FDS → **Tenir à disposition**

Art. 5.1.4 – Consignes → **Tenir à disposition**

Art 5.3.1 – Kits d'intervention dans les installations (atelier, primaire et bascule) → L'arrêté prévoit également cet équipement dans les engins

Les bassins de décantation sont équipés pour stopper les transferts de polluants (vannes de barrage...), vu par sondage le bassin de décantation de l'atelier de maintenance → **Conforme**

Art 5.3.2 – L'exploitant déclare que les équipements de distribution sont conformes, le flexible de distribution de carburant ne comporte pas de date de validité → **Tenir à disposition la fiche technique du flexible qui justifie de la date de validité du flexible**

Art 5.3.3 – Rétentions, Voir PC n° 5 → **Conforme**

Art 5.4.2 – Protection et signalétique des zones à risques, Vu par sondage → **Conforme**

Art 5.4.4 – Risques géotechniques, Voir PC n° 6 → **Conforme**

Art 5.5.1 – Suivi des tirs de mines → **Tenir à disposition les dossiers de chaque tir de mines**

Art 5.5.3 – Voir PC n° 6 → **Tenir à disposition le registre de vérification des fronts de taille après tirs**

Art 5.5.4 – Rapport de vibrations suite tirs de mines + mesure annuelle par un OE → **Tenir à disposition l'inter-comparaison**

Art 5.5.6 – Mesures tournantes des vibrations et des niveaux sonores chez les riverains → **Conforme, confirmé en CLCS par les riverains présents**

Art 5.6 – Prévention des risques d'incendie (végétation), l'exploitant indique faire procéder à des débroussaillages périodiques → **Tenir à disposition les éléments relatifs à ces interventions (périodes de travaux, zones entretenues et devenir des déchets verts)**

Art 6.1.4 – Plan de gestion des déchets d'extraction, joint au DAENV 2023 → **Conforme**, sera renouvelé en 2028

Art 6.2.1 – Mesures de limitation des dispersions de poussières, Vu un camion bâché quittant la carrière, pas d'observation en période humide (jour de l'inspection), mais intervention des riverains en CLCE faisant état de constat d'émissions importantes de poussières → **Point de vigilance pour les prochaines visites, notamment par temps sec**

Art 6.2.3 – Les rapports de contrôles trimestriels des retombées de poussières 2025 (transmis en séance) livrent des résultats nettement inférieurs à l'objectif réglementaire de 500 mg/m²/jour en moyenne glissante pour chacune des jauges → **Conforme**

Art 6.2.5 – Bilan annuel de surveillance des retombées de poussières → **Conforme**, présenter avec le rapport annuel en CLCS

Art 6.2.6 – Campagnes de mesures des PMI 10 avec un CIP 10 → **Conforme**, le rapport du 31/07/2025 remis en séance qui fait état de mesures très faibles

Art 6.3.5 – Gestion et entretien des équipements de traitements des eaux → **Tenir à disposition les rapports d'exécution des curages du SH et du bassin de décantation**

Art 6.3.5.2 – Eaux sanitaires → **Tenir à disposition les rapports de suivi du SPANC**

Art 6.3.6.2 – 6.3.6.3 – 6.3.7 – Rapports eau (trimestriels, semestriels) et bilan annuel → Voir PC n° 4

Art 6.3.9 – Point sur la synthèse

Art 6.3.10 – Suivi et bilan annuel de la surveillance du piézomètre + des puits (remis en séance)

Art 6.4.2.2 – Le contrôle des émissions sonores (remis en séance), présenté au travers de 2 rapports pour les périodes diurne et nocturne n'ont pas montré de non-conformité → **Conforme**

Type de suites proposées : Sans suite